

## Climat : la France n'est pas prête au changement

Érosion du littoral, vague de submersion marine... Les conséquences du changement climatique sont déjà là. Et la France manque d'une réelle politique d'adaptation, indiquent plusieurs experts.

D'avantage de feux de forêts, diminution des rendements agricoles, augmentation des vagues de submersion avec une élévation du niveau de la mer qui s'accélère... Les conséquences du changement climatique sont déjà là. Un nouveau volet du sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), qui doit sortir ce lundi, dira si le monde s'est suffisamment préparé à tous ces impacts.

Pour la France, c'est non, affirment plusieurs experts, qui se basent sur des rapports du Sénat et du Haut conseil pour le climat. Tous dénoncent « l'absence d'une réelle politique d'adaptation », synthétise Vivian Depouès, chef de projet à l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE). « Il existe bien entendu des initiatives déjà engagées, nous sommes

cependant loin de l'ambition nécessaire... »

Sa collègue de l'I4CE, Morgane Nicol, liste ainsi l'approche intéressante du Conservatoire du littoral, « une solution basée sur la nature gagnant-gagnant » : on retire d'un marais les ouvrages que l'homme a construits, il joue mieux son rôle d'absorption d'une mer déchaînée (pour éviter un nouveau Xynthia, 47 morts en 2010, en Vendée), de puits de carbone et de protection de la biodiversité.

« Un besoin vital »

Mais ce programme à 6,7 millions d'euros ne suffit pas à faire un Plan national d'adaptation au changement climatique. La nouvelle loi Résilience et Climat, dont on attend les décrets, n'aura pas davantage de succès, pré-



L'érosion du littoral, sur l'île Madame (Charente-Maritime). | PHOTO: T. BRESAARD O.F.

disent des élus du littoral. Au Poulliguen (Loire-Atlantique), le maire Norbert Samama a indiqué que son budget municipal ne pouvait pas assurer de rachat « de villas menacées par le recul du trait de côte ».

En 2019, le centre d'études Cerema avait quantifié les relocalisations côtières à envisager, avec une élévation possible de la mer d'un mètre à la fin du siècle, voire plus tôt. Il faut environ 3,7 milliards d'euros pour les 21 300 logements concernés. Il faut ajouter 22 000 km de routes submersibles, 160 établissements de santé, des stations d'épuration...

Tout cela ne se fait pas en un jour ni en une décennie. « S'adapter est un besoin vital. Rien n'empêchera demain l'élévation du niveau de la mer », martèle Alexandre Magnan, chercheur et spécialiste de ce sujet, à l'Iddri, autre institut où l'on réclame un volet « adaptation » digne de ce nom dans la future Stratégie énergie-climat, qui sera discutée après la présidentielle.

Christelle GUIBERT.

Centre d'études CEREMA:

3,7 milliards € pour 21.300 logements, soit 173.000 € par logement: